

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

AVRIL 2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.1	<p>LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 :</p> <p>A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;</p> <p>B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;</p> <p>C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;</p> <p>D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);</p> <p>E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;</p> <p>F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;</p> <p>G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT :</p> <p>– LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;</p> <p>– LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;</p> <p>H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ;</p> <p>I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;</p> <p>J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS;</p> <p>K. TOUTE CONSIGNE SANITAIRE ENCADRANT LE RETOUR DE CES MISSIONS;</p> <p>L. LE MONTANT DÉPENSÉ POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE GÉNÉRÉES PAR LE VOYAGE.</p>	1
G.2	<p>POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2021-2022 :</p> <p>A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;</p> <p>B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>C. LES COÛTS VENTILÉS;</p> <p>D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;</p> <p>E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.</p>	2
G.3	<p>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2021-2022, ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;</p> <p>B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;</p> <p>C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>D. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;</p> <p>E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;</p> <p>G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.</p>	3

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.4	<p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :</p> <p><u>PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p> <p><u>PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</u></p> <p>E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>G. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p> <p><u>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;</p> <p>M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p>	4
G.5	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p><u>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.</p> <p><u>DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;</p> <p>E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;</p> <p>F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;</p> <p>H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.</p>	5
G.6	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2021-2022, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p> <p>LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.</p>	6
G.7	<p>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</p> <p>B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</p> <p>C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;</p> <p>D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.</p>	9

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.8	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 :</p> <p>A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;</p> <p>B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);</p> <p>C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;</p> <p>D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;</p> <p>E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;</p> <p>F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;</p> <p>G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;</p> <p>H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>	10
G.9	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <p>A. LE NOM DU PROJET;</p> <p>B. LA NATURE DU PROJET;</p> <p>C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);</p> <p>D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;</p> <p>E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;</p> <p>F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;</p> <p>G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;</p> <p>H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;</p> <p>I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;</p> <p>J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;</p> <p>K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :</p> <p>– LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS;</p> <p>L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;</p> <p>M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2021-2022.</p>	11
G.10	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2021-2022, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <p>A. LA PHOTOCOPIE;</p> <p>B. LE MOBILIER DE BUREAU;</p> <p>C. L'AMEUBLEMENT;</p> <p>D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;</p> <p>E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;</p> <p>F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;</p> <p>G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;</p> <p>H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;</p> <p>I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;</p> <p>J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :</p> <p>I. A) AU QUÉBEC;</p> <p>II. B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.</p>	13

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.11	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2021-2022, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;</p> <p>B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;</p> <p>C. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;</p> <p>D. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;</p> <p>E. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;</p> <p>F. LES NOMS DES FOURNISSEURS;</p> <p>G. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;</p> <p>H. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;</p> <p>I. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;</p> <p>J. LES COÛTS DE RÉILIATION, S'IL Y A LIEU;</p> <p>K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.</p>	14
G.12	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2021-2022 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 :</p> <p>A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;</p> <p>B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :</p> <p>– LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;</p> <p>F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;</p> <p>I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;</p> <p>J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;</p> <p>L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;</p> <p>M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;</p> <p>O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;</p> <p>P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;</p> <p>Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;</p> <p>R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;</p> <p>S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.</p>	15

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.13	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2022-2023 DE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;</p> <p>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</p> <p>C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2020-2021 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;</p> <p>D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</p>	19
G.14	<p>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2021-2022 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :</p> <p>A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</p> <p>B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;</p> <p>C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;</p> <p>D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</p> <p>E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</p> <p>F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</p> <p>G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</p> <p>H. LA DURÉE DU BAIL;</p> <p>I. PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;</p> <p>J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE;</p> <p>L. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.</p>	20
G.15	<p>CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR :</p> <p>A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;</p> <p>B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;</p> <p>C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.</p>	22
G.16	<p>POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2021-2022, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :</p> <p>A. LES DATES DES TRAVAUX;</p> <p>B. LES COÛTS;</p> <p>C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	23
G.17	<p>LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2021-2022, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :</p> <p>A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>B. LE TITRE DE LA FONCTION;</p> <p>C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;</p> <p>D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;</p> <p>E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;</p> <p>G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;</p> <p>H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;</p> <p>I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2021-2021;</p> <p>J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;</p> <p>K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET;</p> <p>L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;</p> <p>M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.</p>	24
G.18	<p>LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2021-2022, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;</p> <p>C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;</p> <p>D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</p>	25

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.19	<p>LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LE POSTE OCCUPÉ;</p> <p>C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;</p> <p>E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;</p> <p>F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU;</p> <p>G. LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.</p>	26
G.20	<p>LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE POSTE INITIAL;</p> <p>B. LE SALAIRE;</p> <p>C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;</p> <p>D. LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ;</p> <p>E. LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.</p>	27
G.21	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :</p> <p>A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);</p> <p>B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;</p> <p>C. PRÉVISIONS POUR 2022-2023.</p>	28
G.22	<p>LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;</p> <p>C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>D. L'ASSIGNATION INITIALE;</p> <p>E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;</p> <p>F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;</p> <p>G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).</p>	29
G.23	<p>LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2021-2022, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :</p> <p>A. LE COÛT DE CHACUN;</p> <p>B. LE FOURNISSEUR;</p> <p>C. LA NATURE DU SERVICE.</p> <p>VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.</p>	30
G.24	<p>LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.</p>	32
G.25	<p>POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :</p> <p>A. LE NOM DU SITE WEB;</p> <p>B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;</p> <p>C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;</p> <p>D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;</p> <p>E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);</p> <p>F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);</p> <p>G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;</p> <p>H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE;</p> <p>I. LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS;</p> <p>J. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.</p>	33
G.26	<p>POUR 2021-2022, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT :</p> <p>A. LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES;</p> <p>B. LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS;</p> <p>C. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;</p> <p>D. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;</p> <p>E. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>F. LES COÛTS VENTILÉS;</p> <p>G. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.</p>	36

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.27	LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIEES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2021-2022 : A. LE DÉTAIL DES MANDATS; B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); C. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES; E. LE NOMBRE D’ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE; F. L’OBJET; G. LES DATES.	37
G.28	LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.	38
G.29	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	39
G.30	L’INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU’ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L’ANNÉE 2022-2023.	40
G.31	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2021-2022 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2022 POUR 2022-2023.	41
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2021-2022, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 ET 2023-2024, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D’UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME.	42
G.33	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D’ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L’ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	43
G.34	POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DE CABINET.	44
G.35	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D’ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L’ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	45
G.36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D’ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L’ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	46
G.37	POUR 2021-2022, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU’AUCUNE FONCTION OU TÂCHE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME.	47
G.38	LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L’ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 ET QUI N’ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2022-2023. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2021-2022, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2022-2023, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.	48
G.39	INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTES MAJORATIONS APPORTÉES À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.	49
G.40	CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) : A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL); B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS; C. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES; D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI; E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.	50
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D’ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L’ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	51

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	52
G.43	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT : A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS; B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION; C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.	53
G.44	POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER : A. LA DATE ; B. LA NATURE ; C. LES QUESTIONS POSÉES ; D. LES RÉPONSES ; E. LA FIRME RETENUE ; F. LES COÛTS.	54
G.45	POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER : A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT; B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.	55
G.46	TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2021-2022 POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.	56
G.47	AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION: A. FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2021-2022; B. NOMBRE D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME QUI ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉ EN RÉGION EN 2021-2022 EN PRÉCISANT LA RÉGION D'ORIGINE ET LA RÉGION DE DESTINATION; C. NOMBRE D'EMPLOIS TRANSFÉRÉS EN RÉGION DEPUIS LE 1ER OCTOBRE 2018.	57
G.48	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LE CADRE DU RAPPORT FINAL DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LES DROITS DES ENFANTS ET LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	58
G.49	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS EN 2021-2022.	59
G.50	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2021-2022 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION À L'OCCUPATION ET À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2022.	60
G.51	AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME : A. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ; B. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT TOUJOURS AU 31 MARS 2021; C. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ.	61
G.52	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2021-2022 AU SUJET DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL POUR FINS DE TÉLÉTRAVAIL (TABLETTES, CELLULAIRES, AMÉNAGEMENT DE BUREAU, REMBOURSEMENT DE FRAIS D'INTERNET, ETC.).	62
G.53	NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT ÉTÉ ABSENT DU TRAVAIL POUR CAUSE DE QUARANTAINE LIÉE À LA COVID-19 OU EN RETRAIT PRÉVENTIF LIÉ À LA COVID-19 AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 AINSI QUE L'ESTIMATION DES COÛTS EN DÉCOULANT.	63
G.54	CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 : A. LES SOMMES DÉPENSÉES; B. LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE); C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.	64
G.55	CONCERNANT L'ENTRETIEN MÉNAGER ET LA DÉSINFECTION DES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR : A. LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES; B. LE NOM DES FOURNISSEURS RETENUS; C. LA LISTE DES CONTRATS.	65
G.56	COÛT TOTAL DE MISE EN PLACE DE MESURES DÉCOULANT DES VISITES DE LA CNESST DANS LES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME AINSI QU'UNE LISTE DES RECOMMANDATIONS EFFECTUÉES.	66

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.57	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2021-2022 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT : A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D. LE MONTANT ACCORDÉ; E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.	67
G.58	NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2021-2022 : A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE); C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.	68
G.59	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.	69
G.60	VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016 : A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS; B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS; C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.	70
G.61	INDIQUER LE MONTANT DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES ENTRAÎNÉES PAR LA PANDÉMIE DE COVID-19, POUR 2021 ET 2022.	71
G.62	INDIQUER LES DÉPENSES ENCOURUES EN VUE DE L'IMPLANTATION DU NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION DÉCOULANT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60.	72
G.63	INDIQUER LE MONTANT DES AMENDES PERÇUES EN VERTU DE L'APPLICATION DES LOIS DONT VOTRE MINISTÈRE EST RESPONSABLE DE L'APPLICATION. VENTILER PAR LOI ET ARTICLES, DEPUIS 5 ANS.	73

N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PO-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-12	Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; F9g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère ; l) la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Répondue par la réponse à la question 9
NR4	PO-17	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 13a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 15
NR6	PLQ-21 PO-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 16
NR7	PLQ-27 PO-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la réponse à la question 12p
NR8	PLQ-28 PO-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par mission.	Répondue par la réponse à la question 12i
NR9	PLQ-31	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.	Répondue par la réponse à la question 23
NR10	PLQ-34 PO-31	Nominations, pour 2021-2022, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR11	PLQ-116	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Répondue par la réponse à la question 48
NR12	PLQ-121	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2021-2022.	Répondue par la réponse à la question 21
NR13	PLQ-122	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	PLQ-123	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR15	PLQ-124	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR16	PLQ-128	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	PO-10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR18	OS-1	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2021-2022 et 2022-2023 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 12l
NR19	OS-7	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR20	OS-9	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 54
NR21	OS-12	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 14
NR22	PLQ-38 PO-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2021-2022 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Répondue par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
NR23	PLQ-48 PO-45	Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR24	PLQ-51 PO-50	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR25	PLQ-52 PO-51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-53 PO-52	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR27	PLQ-54 PO-53	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR28	PLQ-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR29	PLQ-56 PO-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes
NR30	PLQ-57 PO-56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR31	PLQ-58 PO-57	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR32	PLQ-71	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2021-2022.	Répondue par le Secrétariat à la jeunesse

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR33	PLQ-72	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR34	PLQ-73	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR35	PLQ-75	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC).	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR36	PLQ-76	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre l'application du rapport « Le racisme au Québec, tolérance zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR37	PLQ-77	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2021-2022.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR38	PLQ-79	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2021-2022.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR39	PLQ-80	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR40	PLQ-81	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR41	PLQ-82	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR42	PLQ-83	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR43	PLQ-84	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-85	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR45	PLQ-86	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR46	PLQ-87	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR47	PLQ-88	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR48	PLQ-89	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-91	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR50	PLQ-92	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR51	PLQ-93	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Politique bioalimentaire 2018-2025.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR52	PLQ-94	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR53	PLQ-95	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR54	PLQ-96	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR55	PLQ-97	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat - Oser entreprendre 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR56	PLQ-98	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR57	PLQ-99	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR58	PLQ-100	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR59	PLQ-101	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR60	PLQ-102	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère des Transports
NR61	PLQ-103	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR62	PLQ-104	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.	Répondue par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
NR63	PLQ-105	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR64	PLQ-106	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR65	PLQ-107	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR66	PLQ-108	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR67	PLQ-109	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
NR68	PLQ-114	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR69	PLQ-115	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR70	PLQ-117	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR71	PLQ-118	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR72	PLQ-120	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2021-2022 et le montant des primes qui n'ont toujours pas été versées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR73	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR74	PQ-54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR75	QS-3	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : a) nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports
NR76	QS-4	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR77	QS-5	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR78	QS-6	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR79	QS-13	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées au cours de la présente législature.	Répondue par le ministère de la Justice
NR80	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR81	PLQ-62	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2021-2022 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR82	PLQ-64	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR83	PLQ-65	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR84	PLQ-69	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR85	PLQ-110	Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la conciliation travail-famille.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR86	PLQ-111	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR87	PLQ-112	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR88	PLQ-113	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR89	PLQ-130	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou , en lien avec la pandémie de la COVID-19.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR90	PLQ-132	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR91	PLQ-133	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PQ-58	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2021-2022, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34). ¹	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 :

- A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
- B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
- E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
 - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
- H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;
- I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;
- J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS;
- K. TOUTE CONSIGNE SANITAIRE ENCADRANT LE RETOUR DE CES MISSIONS.

AUCUN.

G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2021-2022 :

- A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT**
- B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;**
- C. LES COÛTS VENTILÉS;**
- D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;**
- E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.**

AUCUN.

- G.3** **LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :**
- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2021-2022, ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;**
 - B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;**
 - C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);**
 - D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;**
 - E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
 - F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;**
 - G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.**

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE WEB DE L'OFFICE EN VERTU DU *RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* (ARTICLE 4, PARAGRAPHE 24), À L'ADRESSE OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/DONNEES.ASPX.

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE. POUR LES CONTRATS DE 25 000 \$ ET MOINS, CEUX-CI PEUVENT ÊTRE CONCLUS DE GRÉ À GRÉ.

LES COÛTS RELIÉS AUX FRAIS DE PUBLICITÉ CONCERNANT LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE *RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINET ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN* DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

- G.4** **LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :**
- PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :**
- A.** LES SOMMES DÉPENSÉES EN **2021-2022** ET LES PRÉVISIONS POUR **2022-2023**, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - B.** LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - C.** LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - D.** SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.
- PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :**
- E.** LES SOMMES DÉPENSÉES EN **2021-2022** ET LES PRÉVISIONS POUR **2022-2023**, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - F.** LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - G.** LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - H.** SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.
- PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :**
- I.** LES SOMMES DÉPENSÉES EN **2021-2022** ET LES PRÉVISIONS POUR **2022-2023**, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - J.** LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
 - K.** LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
 - L.** LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
 - M.** LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - N.** LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - O.** SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	OBJECTIF	DATE	LIEU	MODE	Coût
CÉRÉMONIE PROTOCOLAIRE DE DÉSIGNATION TOPONYMIQUE COMMÉMORATIVE EN HOMMAGE À LÉO MAJOR	COMMÉMORATION DU SOLDAT LÉO MAJOR, UN HÉROS MILITAIRE QUÉBÉCOIS QUI A SERVI DANS LE RÉGIMENT DE LA CHAUDIÈRE LORS DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE ET DANS LE ROYAL 22 ^E RÉGIMENT LORS DE LA GUERRE DE CORÉE. UN TRONÇON DE LA ROUTE 371, À QUÉBEC, A ÉTÉ RENOMMÉ ROUTE LÉO- MAJOR, EN SA MÉMOIRE.	10 NOVEMBRE 2021 (VEILLE DU JOUR DU SOUVENIR)	MANÈGE MILITAIRE VOLTIGEURS DE QUÉBEC	PRÉSENTIEL	5 272,48 \$

G.5 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**
- B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.**

DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;**
- E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;**
- F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);**
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;**
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.**

ORGANISÉ PAR L'ORGANISME

AUCUNE.

ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE

AUCUNE.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST EN PARTIE INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGR. 22 ET 23). WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/DONNEES.ASPX

G.6 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2021-2022, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D’OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L’ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D’UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L’INDIQUER.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Groupe Toumoro inc.	Création interactive d'une carte de 50 femmes remarquables du Québec	14 000 \$
Chantal McMillan	Création d'illustrations pour le vocabulaire de l'ingénierie	7 955 \$
R2M Imagen	Production de trophées pour les Mérites du français en Culture et Toponymie	2 700 \$
Productions Acemedia	Réalisation et montage d’une vidéo	2 300 \$
Groupe Toumoro inc.	Création d’une carte interactive portant sur les figures marquantes du mouvement patriote	9 000 \$
Chantal McMillan	Création d'illustrations pour le vocabulaire du corps humain	9 500 \$
Le Groupe FormaCRO Inc.	Offrir la formation intitulée « Qualité et excellence du service à la clientèle : attitudes et techniques »	4 105 \$
École de technologie supérieure	Formation « L’art de la négociation »	9 455 \$
Relocalisation Quali-T Plus inc.	Relocalisation d'équipement	2 080 \$
Frédéric Lavoie, photographe	Service du photographe Frédéric Lavoie	450 \$
Productions Expert'ease inc., Les	Services audiovisuels au Manège militaire Voltigeurs de Québec	4 500 \$
George V, Services traiteur et banquets inc.	Service traiteur pour la cérémonie Léo-Major	3 109 \$
George V, Services traiteur et banquets inc.	Location au Manège militaire de la salle Eugène-Étienne-Taché, de la terrasse et de salles	4 500 \$
Reprodoc Inc.	Impression des affiches promotionnelles de la campagne Partage ton français	10 000 \$
Formations Qualitemps	Formation sur la gestion du temps, des activités et des priorités	2 300 \$
Groupe Edgenda Inc.	Formation « Gérer son temps et ses priorités »	7 200 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Le Groupe FormaCRO Inc.	Formation « Donner de la rétroaction efficace »	2 240 \$
Stratégie organisation et méthode SOM inc.	Réalisation de groupes de discussion auprès des utilisateurs du guide <i>Le français au bureau</i>	16 400 \$
Le Groupe FormaCRO Inc.	Formation « Gestion efficace du temps et des priorités »	6 800 \$
Réseau québécois des femmes en environnement	Formation Développement durable - Réduire les impacts du numérique	700 \$
Propulsion RH Inc.	Formation de formateurs	1 995 \$
ESI Technologies	Services professionnels, analyste et spécialiste DevOps	4 830 \$
Bzoing Design	Création des illustrations animées de l’affiche de la Francofête 2022	3 500 \$
Bzoing Design	Création des illustrations animées de l’affiche du Concours de créativité lexicale 2022	3 500 \$
Société de la Place des Arts de Montréal	Location du salon Urbain pour le Gala des Mérites du français le 21 mars 2022	3 965 \$
Eccentrix	Formation informatique environnement Microsoft PowerAPPS	15 500 \$
De simples mots	Services d’un accompagnateur-coach	1 000 \$
Luc Mélanson	Création d’illustrations pour le livret « Dis-moi dix mots qui (d)étonnent »	9 500 \$
Luc Mélanson	Création du concept graphique de l’affiche du concours de créativité lexicale et de l’affiche de la Francofête 2022	5 000 \$
Groupe informatique Technologia inc.	Formation Excel, graphiques et tableaux croisés dynamiques	2 500 \$
Chantal McMillan	Illustrations pour le vocabulaire du Barreau	15 000 \$
Acti-Com	Formation « Écriture stratégique »	12 400 \$
Segma Recherche	Étude qualitative auprès des entreprises ayant instauré des mesures d’apprentissage du français pour leur personnel	19 750 \$
Protocole - Trophées d'exception inc.	Design et réalisation des trophées pour la tenue de Gala des Mérites du français - 2022	5 900 \$
Luc Boulanger, auteur (Animagination)	Création de deux nouvelles s’adressant à un public adolescent ou jeune adulte pour le livret « Dis-moi dix mots qui (d)étonnent »	2 000 \$
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	Accès à une plateforme en matière de santé et mieux-être (Lifespeak) par le biais du Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT).	2 800 \$
Druide Informatique inc.	Souscription Antidote	3 683 \$
Réseau Internet Québec inc.	Abonnement réseau Internet pour le bureau de Québec	22 200 \$
Solutions Notarius	Licence d’utilisation de la plateforme Consigno Cloud pour la signature électronique	3 500 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Fujitsu Conseil [Canada] inc	Fujitsu - Abonnement annuel pour un an à Macroscopie en ligne. Licence MAC-2056-OE Accès intégral aux versions Macroscopie/360 et Macroscopie 5 complet.	1 530 \$
ITI INC.	Migration Azure actuel à un abonnement Azure CSP	4 500 \$
Genesis Intégration inc.	Achat et installation d'équipement pour une salle de vidéoconférence	24 365 \$
Gestion d'événements/Marketing et distribution	Participation à un kiosque de l'Association québécoise des professeurs de français	1 200 \$
Reprodoc inc.	Impression du rapport annuel de gestion 2020-2021	1 322 \$
Lifeworks (Morneau Shepell)	Assurer le fonctionnement du programme d'aide au personnel	20 000 \$
Robert Devost Graphiste	Contrat de graphisme	20 000 \$
Documents Traductions inc.	Contrat de traduction	3 000 \$
Hébergement Web Canada	Renouvellement hébergement du système de la Direction des partenariats	4 862 \$
Collecto	Environnement numérique d'apprentissage (ENA) Moodle	17 126 \$

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CES INFORMATIONS SONT AUSSI DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTP://WWW.SEO.CA/](http://www.seao.ca/).

G.7 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;**
 - B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;**
 - C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;**
 - D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;**
 - E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.**
-

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUES D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTP://SEAO.CA](http://seao.ca).

G.8 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 :

- A.** LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;
- B.** LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);
- C.** LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;
- D.** LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;
- E.** UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;
- F.** LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;
- G.** LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;
- H.** SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTP://WWW.SEAO.CA/](http://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

- G.9** POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :
- A. LE NOM DU PROJET;
 - B. LA NATURE DU PROJET;
 - C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
 - D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
 - E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
 - F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
 - G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
 - H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
 - I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
 - J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
 - K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
 - L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;
 - M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2021-2022.

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
AMÉLIORATION DES OUTILS LINGUISTIQUES EN LIGNE (VITRINE LINGUISTIQUE) (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)	AMÉLIORATION DES OUTILS LINGUISTIQUES QUE SONT <i>LE GRAND DICTIONNAIRE TERMINOLOGIQUE</i> (GDT) ET LA BANQUE DE DÉPANNAGE LINGUISTIQUE (BDL), DÉJÀ OFFERTS EN LIGNE PAR L'OFFICE. LE BUT EST D'EN FACILITER L'ACCÈS ET L'UTILISATION, TANT POUR LES CITOYENNES ET CITOYENS EN GÉNÉRAL QUE POUR LES APPRENANTES ET APPRENANTS DU FRANÇAIS.	828 100 \$	453 600 \$	OUI	85	AUCUNE
PORTAIL DE L'EXAMEN DE FRANÇAIS (STATUT : TERMINÉ)	MISE AU POINT D'UN PORTAIL WEB PERMETTANT AUX PERSONNES QUI PARTICIPENT AU PROCESSUS DE PASSATION DES EXAMENS DE FRANÇAIS POUR LES ORDRES PROFESSIONNELS D'INTERVENIR DIRECTEMENT DANS LES DIFFÉRENTES ÉTAPES QUI LES CONCERNENT.	372 080 \$	357 500 \$	OUI	100	AUCUNE
SYSTÈME D'APPUI À LA FRANCISATION (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)	IMPLANTATION D'UN NOUVEL ACTIF INFORMATIONNEL DE GESTION DES OPÉRATIONS, INTÉGRÉ, MODERNE ET COUVRANT UN PLUS LARGE PÉRIMÈTRE DE SERVICES DE FRANCISATION ENTRE L'OFFICE ET SA CLIENTÈLE.	987 600 \$	284 700 \$	OUI	15	AUCUNE

DE L'INFORMATION SUR LES PROJETS INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU TABLEAU DE BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L'ADRESSE SUIVANTE :
[HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/TABLEAU-DE-BORD/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/).

- G.10** DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2021-2022 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :
- A. LA PHOTOCOPIE;
 - B. LE MOBILIER DE BUREAU;
 - C. L'AMEUBLEMENT;
 - D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;
 - E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
 - F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
 - G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
 - H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
 - I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
 - J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
 - a. AU QUÉBEC;
 - b. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

	Coûts
PHOTOCOPIE	0 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	0 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	2 156 \$
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)	0 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	70 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0 \$
TOTAL	2 226 \$

* SOURCE :

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

- G.11 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2021-2022, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :**
- A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;**
 - B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;**
 - C. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;**
 - D. LE COÛTS D'UTILISATION DES APPAREILS;**
 - E. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;**
 - F. LES NOMS DES FOURNISSEURS;**
 - G. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;**
 - H. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;**
 - I. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;**
 - J. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;**
 - K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.**

	Coûts
H - LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	0 \$
I - LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES	2 133 \$
J - LES COÛTS DE RÉSILIATION	0 \$

POUR LES SOUS-QUESTIONS C), D), E), F) L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CES QUESTIONS EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 25). INSCRIRE LE LIEN INTERNET. [HTTP://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/INDEX.ASPX](http://www.oqlf.gouv.qc.ca/RDIPRP/INDEX.ASPX)

- G.12** **CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2021-2022 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 :**
- A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;**
 - B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;**
 - C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;**
 - D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;**
 - E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :**
 - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;**
 - F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;**
 - G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;**
 - H. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;**
 - I. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);**
 - J. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;**
 - K. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;**
 - L. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);**
 - M. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;**
 - N. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;**
 - O. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;**
 - P. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;**
 - Q. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;**
 - R. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.**
-

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

H. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

I. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

J. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

K. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

L. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

M. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

N. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2021-2022 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

AUCUN POSTE VACANT ABOLI AU NET EN 2021-2022.

Q. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

R. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D’ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

RÉGIONS	NOMBRE DE POSTES VACANTS
CAPITALE-NATIONALE	3
MONTRÉAL	12
TOTAL	15

- G.13** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2022-2023 :
- A.** LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;
 - B.** LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
 - C.** LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.
-

A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

POUR L'EXERCICE 2021-2022, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

8 RETRAITÉS.

G.14 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2021-2022 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;
- K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE;
- L. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.

A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	B. SUPERFICIE (M²)	F. COÛT TOTAL	G. COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2021	H. DURÉE DU BAIL	I. PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ	L. COÛT DE RÉSILIATION
MONTREAL 125, RUE SHERBROOKE OUEST	5 296,69	1 817 608,08 \$/AN	14 632,29 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	
800, RUE DU SQUARE-VICTORIA (TEMPORAIREMENT EN RAISON DE TRAVAUX)	5 297,00	0 \$	0 \$	N/A	GROUPE PETRA	
QUEBEC 750, BOULEVARD CHAREST EST	2 290,71	596 909,88 \$/AN	7 107,90 \$	10 ANS	ÉDIFICE 750 CHAREST INC.	
SAGUENAY 204, RUE DES OBLATS	93,37	9 267,84 \$/AN		10 ANS	COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY	
LAVAL 2, PLACE LAVAL	259,72	66 661,80 \$/AN		1 AN	FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	
GATINEAU 170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE	70,28	16 974,00 \$/AN		1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC	
TROIS-RIVIÈRES 100, RUE LAVIOLETTE	131,81	17 632,00 \$/AN		1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC	
ROUYN-NORANDA 145, AVENUE QUÉBEC	54,08	11 595,00 \$/AN		1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC	
RIMOUSKI 337, RUE MOREAULT	58,52	8 381,00 \$/AN		1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC	
SHERBROOKE 225, RUE FRONTENAC	68,66	15 598,00 \$/AN		1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC	
DRUMMONDVILLE 1680, BOULEVARD SAINT-JOSEPH	NON DISPONIBLE	5 830,00 \$/ AN		1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC SERVICES QUÉBEC	

A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION		B. SUPERFICIE (M ²)	F. COÛT TOTAL	G. COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2021	H. DURÉE DU BAIL	I. PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ	L. COÛT DE RÉSILIATION
LONGUEUIL THERRIEN	101, BOUL. ROLAND-	150,64	46 721,64 \$/AN		NON DISPONIBLE	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MIFI	

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27). [HTTP://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/DONNEES.ASPX](http://www.oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx)

G.15 CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR :

- A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;**
- B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;**
- C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;**
- D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.**

AUCUN.

- G.16** POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2021-2022, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :
- A. LES DATES DES TRAVAUX;**
 - B. LES COÛTS;**
 - C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.**
-

AUCUN.

L'INFORMATION FOURNIE INCLUT LES CABINETS MINISTÉRIELS. LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

- G.17** **LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2021-2022, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :**
- A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;**
 - B. LE TITRE DE LA FONCTION;**
 - C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;**
 - D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;**
 - E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;**
 - F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;**
 - G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;**
 - H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;**
 - I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2021-2022;**
 - J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;**
 - K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET;**
 - L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;**
 - M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.**

NON APPLICABLE.

- G.18** **LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2021-2022, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :**
- A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;**
 - B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;**
 - C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;**
 - D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.**
-

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 26).
[HTTP://WWW.OQLF.GOUV.QC.CA/RDIPRP/INDEX.ASPX](http://www.oqlf.gouv.qc.ca/RDIPRP/INDEX.ASPX)

- G.19** **LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :**
- A. LE NOM DE LA PERSONNE;**
 - B. LE POSTE OCCUPÉ;**
 - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;**
 - D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;**
 - E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;**
 - F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU;**
 - G. LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.**
-

AUCUN.

- G.20** **LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :**
- A. LE POSTE INITIAL;**
 - B. LE SALAIRE;**
 - C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;**
 - D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;**
 - E. LES PRÉVISIONS 2022-2023.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.21** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR **2021-2022**, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :
- A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);**
 - B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;**
 - C. PRÉVISIONS 2022-2023.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.22 **LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :**

A. LE NOM DE LA PERSONNE;
B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
D. L'ASSIGNATION INITIALE;
E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;
F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.

A. LE NOM DE LA PERSONNE : SONIA PRATTE

B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME : AVOCATE

C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT : ÉCHELLE SALARIALE DE 56 719 \$ À 131 496 \$

D. L'ASSIGNATION INITIALE : OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

E. L'ASSIGNATION ACTUELLE : MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE : 2019-09-04

G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU : S. O.

A. LE NOM DE LA PERSONNE : JORGE PASSALACQUA

B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME : CADRE

C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT : 140 517 \$

D. L'ASSIGNATION INITIALE : OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

E. L'ASSIGNATION ACTUELLE : COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION DU QUÉBEC

F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE : 2022-02-14

G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU : 2022-08-12.

G.23 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2021-2022, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A. LE COÛT DE CHACUN;
- B. LE FOURNISSEUR;
- C. LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
JOURNAUX, REVUES MENSUELLES ET PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE)		
DE MARQUE	2 034,90 \$	LE PETIT ROBERT, EN LIGNE
DE BOECK	677,55 \$	LE BON USAGE, VERSION ÉLECTRONIQUE – 13 ABONNEMENTS INDIVIDUELS
DE MARQUE	616,16 \$	MULTIDICITIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE, EN LIGNE
LE ROBERT	194,09 \$	LE GRAND ROBERT, ÉDITION NUMÉRIQUE – 2 ABONNEMENTS INDIVIDUELS
ACTES SUD	149,92 \$	GRANDE GRAMMAIRE DU FRANÇAIS – 3 ACCÈS SIMULTANÉS
INDUSTRIE ET TECHNOLOGIES	528,68 \$	INDUSTRIE ET TECHNOLOGIES – REVUE SUR LES TECHNOLOGIES
PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE	124,28 \$	LA LINGUISTIQUE – REVUE DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE LINGUISTIQUE FONCTIONNELLE
THOMSON REUTERS	396 \$	DOCUMENTATION LIÉE À LA LOI SUR L’ACCÈS À L’INFORMATION : LOI ANNOTÉE, JURISPRUDENCE, ANALYSE ET COMMENTAIRES – 3 MISES À JOUR
MISHMASH MÉDIA	60 \$	L’ACTUALITÉ – REVUE D’ACTUALITÉ
ÉDITIONS LA LIBERTÉ	35 \$	CAHIERS DES DIX – REVUE SUR L’HISTOIRE DU QUÉBEC
ÉDITIONS CAP-AUX-DIAMANTS	45 \$	CAP-AUX-DIAMANTS – REVUE SUR L’HISTOIRE DU QUÉBEC
THOMSON REUTERS	218 \$	CHARTRE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS – 1 MISE À JOUR
NEXT INTERACTIVE MEDIA	170,49 \$	OINET – REVUE D’ACTUALITÉ SUR LES TECHNOLOGIES
UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS	52,13 \$	THE CHICAGO MANUAL OF STYLE ONLINE – GUIDE SUR LE STYLE BIBLIOGRAPHIQUE CHICAGO – ABONNEMENT INDIVIDUEL
SODEP	36 \$	CONTINUITÉ – REVUE QUÉBÉCOISE SUR LE PATRIMOINE CULTUREL
ÉDITIONS ARCATURE	49,66 \$	DICOBAT ONLINE : LE DICTIONNAIRE GÉNÉRAL DU BÂTIMENT – ABONNEMENT INDIVIDUEL
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU CANADA	325 \$	DICTIONNAIRE DE LA COMPTABILITÉ – 3 ABONNEMENTS INDIVIDUELS POUR 3 ANS
ELSEVIER	196,06 \$	DORLAND’S MEDICAL DICTIONARY ONLINE – 4 ABONNEMENTS INDIVIDUELS
ÉCOLE BRANCHÉE	22,95 \$	ÉCOLE BRANCHÉE – REVUE SUR L’ÉDUCATION À L’ÈRE DU NUMÉRIQUE
MUSÉE DE LA GASPÉSIE	29 \$	MAGAZINE GASPÉSIE – REVUE SUR L’HISTOIRE DE LA GASPÉSIE
PRESSES DE L’UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	161 \$	MÉTA – REVUE SUR LA TRADUCTION
ÉDITIONS LARIVIÈRE	140,20 \$	MICRO PRATIQUE – REVUE SUR L’INFORMATIQUE
CLASSIQUES GARNIER	88,50 \$	NEOLOGICA – REVUE SUR LA NÉOLOGIE
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	131,70 \$	NORMES ET OUVRAGES ROUTIERS – PUBLICATION – 4 MISES À JOUR
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D’ONOMASTIQUE	97,77 \$	NOUVELLE REVUE D’ONOMASTIQUE – REVUE
POUR LA SCIENCE	165,01 \$	POUR LA SCIENCE – REVUE D’ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
ÉDITIONS PROTÉGEZ-VOUS	54 \$	PROTÉGEZ-VOUS – REVUE SUR LA CONSOMMATION
REDSHELF	38,77 \$	PUBLICATION MANUAL OF THE AMERICAN PSYCHOLOGICAL ASSOCIATION – GUIDE SUR LES RÈGLES ÉDITORIALES DE L’AMERICAN PSYCHOLOGICAL ASSOCIATION (APA) – ABONNEMENT INDIVIDUEL
VÉLO QUÉBEC	36 \$	QUÉBEC SCIENCE – REVUE D’ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

FOURNISSEUR	Coût	DESCRIPTION
AMERICAN LIBRARY ASSOCIATION	275 \$	<i>RDA TOOLKIT</i> – RECUEIL DE NORMES – OUTIL DE TRAVAIL DE LA BIBLIOTHÈQUE
LA RECHERCHE	56,30 \$	<i>LA RECHERCHE</i> – REVUE D’ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS	476,26 \$	<i>REVUE CANADIENNE DE LINGUISTIQUE</i> – REVUE
SOCIÉTÉ D’HISTOIRE DE CHARLEVOIX	31,10 \$	<i>REVUE D’HISTOIRE DE CHARLEVOIX</i> – REVUE
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU SAGUENAY	35 \$	<i>SAGUENAYENSIA</i> – REVUE D’HISTOIRE DU SAGUENAY
SCIENCE & VIE	165,87 \$	<i>SCIENCE & VIE</i> – REVUE D’ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
SCIENCES ET AVENIR	87,28 \$	<i>SCIENCES ET AVENIR</i> – REVUE D’ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
UNBOUND MEDICINE	89,60 \$	<i>TABER’S MEDICAL DICTIONARY ONLINE</i> – 4 ABONNEMENTS INDIVIDUELS
VÉLO QUÉBEC	32 \$	<i>VÉLO MAG</i> – REVUE SUR LE CYCLISME
PRESS READER	10 \$	<i>LA VOIX DE L’EST</i> – JOURNAL RÉGIONAL NUMÉRIQUE – ABONNEMENT INDIVIDUEL POUR 2 MOIS
SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET		
CISION	2 693,25 \$	EUREKA – BASE DE DONNÉES D’ARTICLES DE PRESSE – 10 ACCÈS SIMULTANÉS
CNRS	124,42 \$	FRANTEXT – BASE DE DONNÉES EN LIGNE DE RÉFÉRENCES EN LANGUE FRANÇAISE (CORPUS) – 2 ABONNEMENTS INDIVIDUELS
INSTITUT GÉNÉALOGIQUE DROUIN	300 \$	GÉNÉALOGIE QUÉBEC – BASE DE DONNÉES GÉNÉALOGIQUES – 3 ABONNEMENTS INDIVIDUELS POUR LA COMMISSION DE TOPONYMIE
INSTITUT GÉNÉALOGIQUE DROUIN	750 \$	PRDH-IGD – BASE DE DONNÉES GÉNÉALOGIQUES – 2 ACCÈS SIMULTANÉS POUR LA COMMISSION DE TOPONYMIE
SERVICES DOCUMENTAIRES MULTIMÉDIAS	555 \$	REPÈRE – BASE DE DONNÉES QUÉBÉCOISE D’ARTICLES DE PÉRIODIQUES
BASE DE DONNÉES GÉNÉALOGIQUES ANCESTRY	563,28 \$	BASE DE DONNEES GENEALOGIQUES PERMETTANT DE VALIDER DES INFORMATIONS INDISPENSABLES AU TRAVAIL DES CHERCHEURS DE LA COMMISSION DE LA TOPONYMIE. – 3 ABONNEMENTS INDIVIDUELS

L’INFORMATION FOURNIE INCLUT LES CABINETS MINISTÉRIELS.

G.24 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

AUCUNE.

G.25 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- A. LE NOM DU SITE WEB;
- B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);
- G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
- H. LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE;
- I. LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS;
- J. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.OQLF.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	LA VERSION ACTUELLE DU SITE WEB DE L'OFFICE A ÉTÉ ENTIÈREMENT RÉALISÉE PAR SON PERSONNEL.
COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	POUR L'ANNÉE 2021-2022, LE SITE N'A GÉNÉRÉ AUCUN COÛT DE CONSTRUCTION.
COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE. IL Y A UN COÛT DE 505 \$ POUR LE CERTIFICAT SAN SSL. CE MONTANT INCLUT LE DOMAINE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA ET SES SOUS-DOMAINES BDL.OQLF.GOUV.QC.CA, GDT.OQLF.GOUV.QC.CA ET VITRINELINGUISTIQUE-BETA.OQLF.GOUV.QC.CA.
COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN COÛT EN 2021-2022.
COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES	LES COÛTS DE GESTION DU NOM DE DOMAINE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA S'ÉLÈVENT À 104 \$. CE MONTANT INCLUT LA GESTION DES NOMS DE DOMAINE GDT.OQLF.GOUV.QC.CA, BDL.OQLF.GOUV.QC.CA, EXAMENS.OQLF.GOUV.QC.CA ET VITRINELINGUISTIQUE-BETA.OQLF.GOUV.QC.CA.

ADRESSE DU SITE INTERNET : GDT.OQLF.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	LA VERSION ACTUELLE DU <i>GRAND DICTIONNAIRE TERMINOLOGIQUE</i> (GDT) A ÉTÉ RÉALISÉE PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE. LES MAQUETTES VISUELLES ONT ÉTÉ CONÇUES PAR L'AGENCE BLAKKAT.
COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	POUR L'ANNÉE 2021-2022, LE SITE N'A GÉNÉRÉ AUCUN COÛT DE CONSTRUCTION.
COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.
COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	AUCUN COÛT EN 2021-2022.
COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE GDT.OQLF.GOUV.QC.CA EST INCLUSE DANS LA GESTION DU NOM DE DOMAINE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA. LES COÛTS DU NOM DE DOMAINE WWW.GRANDDICTIONNAIRE.GOUV.QC.CA S'ÉLÈVENT À 104 \$.

ADRESSE DU SITE INTERNET : BDL.OQLF.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	LA VERSION ACTUELLE DE LA <i>BANQUE DE DÉPANNAGE LINGUISTIQUE</i> (BDL) A ÉTÉ ENTIÈREMENT RÉALISÉE PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.
COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	POUR L'ANNÉE 2021-2022, LE SITE N'A GÉNÉRÉ AUCUN COÛT DE CONSTRUCTION.
COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.
COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	AUCUN COÛT EN 2021-2022.
COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE BDL.OQLF.GOUV.QC.CA EST INCLUSE DANS LA GESTION DU NOM DE DOMAINE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA.

Adresse du site Internet : www.francofete.qc.ca	
Sujets	Détails
NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	LA VERSION ACTUELLE DU SITE WEB DE LA FRANCOFÊTE A ÉTÉ ENTIÈREMENT RÉALISÉE PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.
COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	POUR L'ANNÉE 2021-2022, LE SITE N'A GÉNÉRÉ AUCUN COÛT DE CONSTRUCTION.
COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE. IL Y A UN COÛT DE 190 \$ POUR LE CERTIFICAT SSL.
COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	AUCUN COÛT EN 2021-2022.
COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE www.francofete.qc.ca EST INCLUSE DANS LE FORFAIT DE RÉSEAU INTERNET QUÉBEC. LES COÛTS DE GESTION S'ÉLÈVENT À 2 199 \$. CE FORFAIT INCLUT LA GESTION DES NOMS DE DOMAINES ET DES DÉRIVÉS COMME www.granddictionnaire.com , www.toponymiefrancophone.org , www.divisionfrancophone.org ET vitrinelinguistique.org . 39 NOMS DE DOMAINE SUR 50 SONT UTILISÉS.

Adresse du site Internet : toponymie.gouv.qc.ca	
Sujets	Détails
NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	LE SITE DE LA COMMISSION DE TOPONYMIE A ÉTÉ ACHÉVÉ EN 2009 PAR LE FOURNISSEUR IXMEDIA INC., QUI A ASSURÉ LA RÉALISATION DES MAQUETTES SCHÉMATIQUES ET GRAPHIQUES AINSI QUE CELLES DES GABARITS DE PAGES HTML.
COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	POUR L'ANNÉE 2021-2022, LE SITE N'A GÉNÉRÉ AUCUN COÛT DE CONSTRUCTION.
COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION ET DE L'OFFICE.
COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	AUCUN COÛT EN 2021-2022.
COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES	LES COÛTS DE GESTION DU NOM DE DOMAINE www.toponymie.gouv.qc.ca S'ÉLÈVENT À 104 \$. CE MONTANT INCLUT LA GESTION DU NOM DE DOMAINE cartes.toponymie.gouv.qc.ca .

Adresse du site Internet : www.toponymiefrancophone.org/divfranco	
Sujets	Détails
NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	CE SITE, CONÇU PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION ET DE L'OFFICE, A ÉTÉ MIS EN LIGNE EN JUIN 2002, PUIS REFONDU EN 2009 DANS SA VERSION ACTUELLE. IL EST HÉBERGÉ SUR LE MÊME SERVEUR QUE CELUI DU SITE WEB DE LA COMMISSION.
COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	POUR L'ANNÉE 2021-2022, LE SITE N'A GÉNÉRÉ AUCUN COÛT DE CONSTRUCTION.
COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION ET DE L'OFFICE.
COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	AUCUN COÛT EN 2021-2022.
COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE www.toponymiefrancophone.org/divfranco EST INCLUSE DANS LE FORFAIT DE RÉSEAU INTERNET QUÉBEC.

Adresse du site Internet : https://examens.oqlf.gouv.qc.ca	
Sujets	Détails
NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	CE SITE A ÉTÉ ENTIÈREMENT RÉALISÉ PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.
COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	POUR L'ANNÉE 2021-2022, LE SITE N'A GÉNÉRÉ AUCUN COÛT DE CONSTRUCTION.
COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE. IL Y A UN COÛT DE 190 \$ POUR LE CERTIFICAT SSL FACTURÉ POUR 12 MOIS.
COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	AUCUN COÛT EN 2021-2022.
COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE examens.oqlf.gouv.qc.ca EST INCLUSE DANS LA GESTION DU NOM DE DOMAINE www.oqlf.gouv.qc.ca .

Adresse du site Internet : VITRINELINGUISTIQUE-BETA.OQLF.GOUV.QC.CA	
Sujets	Détails
NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	TOUMORO
COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	LA VITRINE LINGUISTIQUE EST UNE NOUVELLE PLATEFORME QUI REGROUPE LES SITES WEB DE LA <i>BANQUE DE DÉPANNAGE LINGUISTIQUE</i> ET DU <i>GRAND DICTIONNAIRE TERMINOLOGIQUE</i> . LA VERSION BÊTA EST MAINTENANT EN LIGNE ET LA VERSION DÉFINITIVE SERA LANCÉE À L'AUTOMNE 2022. POUR L'ANNÉE 2021-2022, UN MONTANT DE 250 400 \$ A ÉTÉ DÉPENSÉ.
COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	NE S'APPLIQUE PAS POUR CETTE ANNÉE FINANCIÈRE.
COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	NE S'APPLIQUE PAS.
COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE VITRINELINGUISTIQUE-BETA.OQLF.GOUV.QC.CA EST INCLUSE DANS LA GESTION DU NOM DE DOMAINE OQLF.GOUV.QC.CA.

Adresse du site Internet : CARTES.TOPONYMIE.GOUV.QC.CA	
Sujets	Détails
NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	TOUMORO, COFOMO
COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	POUR L'ANNÉE 2021-2022, UN MONTANT DE 23 675 \$ A ÉTÉ DÉPENSÉ AVEC TOUMORO ET UN MONTANT DE 15 000 \$ A ÉTÉ DÉPENSÉ AVEC COFOMO POUR L'ENVIRONNEMENT DE DÉVELOPPEMENT ET DE DÉPLOIEMENT COMPLET DANS L'INFONUAGIQUE.
COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION ET DE L'OFFICE. LE COÛT D'HÉBERGEMENT EN INFONUAGIQUE AVEC MICROSOFT EST DE 4 092 \$.
COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	NE S'APPLIQUE PAS.
COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE CARTES.TOPONYMIE.GOUV.QC.CA EST INCLUSE DANS LA GESTION DU NOM DE DOMAINE TOPONYMIE.GOUV.QC.CA.

- G.26** POUR 2021-2022, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT
- A.** LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES;
 - B.** LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS;
 - C.** POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
 - D.** LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;
 - E.** L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
 - F.** LES COÛTS VENTILÉS;
 - G.** LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.
-

AUCUN

- G.27** LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2021-2022 :
- A.** LE DÉTAIL DES MANDATS;
 - B.** LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
 - C.** LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
 - D.** LE NOMBRE DE RENCONTRES;
 - E.** LE NOMBRE D’ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;
 - F.** L’OBJET;
 - G.** LES DATES.
-

NON APPLICABLE.

G.28 LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.29 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.30 L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFIÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE **2022-2023**.

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2021-2022** DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES.

G.31 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2021-2022 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2022 POUR 2022-2023.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.32 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2021-2022, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 ET 2023-2024, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDiquer DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

AUCUNE.

G.33 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

AUCUN.

G.34 POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DE CABINET.

EN 2021-2022, AUCUN BONI OU AUTRE RÉMUNÉRATION VARIABLE FONDÉ SUR LE RENDEMENT N'A ÉTÉ ACCORDÉ AU PERSONNEL DE CABINET MINISTÉRIEL, ET CE, CONFORMÉMENT À LA DIRECTIVE CONCERNANT LE RECRUTEMENT, LA NOMINATION, LA RÉMUNÉRATION ET LES AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE.

G.35 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

AUCUN.

G.36 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.37** **POUR 2021-2022, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE :**
- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
 - B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.
-

IL N'Y A PAS DE CADRE, DE DIRIGEANT OU DE SOUS-MINISTRE QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION SANS EXERCER DE FONCTION.

G.38 LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2022-2023. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2021-2022, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2022-2023, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.39 INDiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- G.40** **CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :**
- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);
 - B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;
 - C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;
 - D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;
 - E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNE ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.
-

A. POUR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, LA DÉPENSE TOTALE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR 2021-2022 (OPÉRATION ET CAPITAL) S'ÉLÈVE À 4 843,42 K\$.

- B : LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
SITE INTERNET : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/)
- D : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.
- E : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.41 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.42 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.43** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :
- A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
 - B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
 - C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	7	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR	10 935 \$

G.44 POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D’OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME, INDIQUER :

- A. LA DATE;
- B. LA NATURE;
- C. LES QUESTIONS POSÉES;
- D. LES RÉPONSES;
- E. LA FIRME RETENUE;
- F. LES COÛTS.

SUJET DU SONDAGE	FIRME	2021-2022 DÉBOURSÉ AU 28 FÉVRIER
SONDAGE RÉALISÉ AUPRÈS DES 18-34 ANS.	SEGMA RECHERCHE	23 670 \$
ÉTUDE QUALITATIVE AUPRÈS DES UTILISATRICES ET DES UTILISATEURS DU GUIDE LINGUISTIQUE « LE FRANÇAIS AU BUREAU »	SOM	16 400 \$

G.45 POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

- A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT ;**
B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.

MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	POURCENTAGE	DÉPENSES AU 28 FÉVRIER 2022
CAMPAGNE D'INFORMATION SUR LA MISE EN PLACE DES NOUVEAUX SERVICES DE L'OFFICE MÉMO, MON ASSISTANT POUR LA FRANCISATION, DESTINÉS AUX ENTREPRISES DE MOINS DE 50 EMPLOYÉS (DU 24 MARS AU 2 MAI 2021)	3,8 % DU PLAN MÉDIA GLOBAL DE LA CAMPAGNE	2 222,22 \$

INTERNET	POURCENTAGE	DÉPENSES AU 28 FÉVRIER 2022
DOSSIERS		
CAMPAGNE D'INFORMATION SUR LA MISE EN PLACE DES NOUVEAUX SERVICES DE L'OFFICE MÉMO, MON ASSISTANT POUR LA FRANCISATION, DESTINÉS AUX ENTREPRISES DE MOINS DE 50 EMPLOYÉS (DU 24 MARS AU 2 MAI 2021)	DIFFUSION 25 % EN LIGNE (3,8 % EN MÉDIAS COMMUNAUTAIRES)	58 481,69 \$
MÉRITES FRANCO PUB 2021, ANNONCE DES LAURÉATS (DU 17 AU 25 JUIN 2021)	DIFFUSION 100 % EN LIGNE	1 064,09 \$
PROMOTION DU RÉSEAU DE L'EXPERTISE LINGUISTIQUE (REL) DANS L'INFOLETTRE DES ENSEIGNANTS D'AOÛT ET DE SEPTEMBRE 2021 DES MAGAZINES <i>LES DÉBROUILLARDS</i> , <i>LES EXPLORATEURS</i> ET <i>CURIUM</i>	DIFFUSION 100 % EN LIGNE	3 000 \$
<i>L'INFOLETTRE LINGUISTIQUE</i> , CAMPAGNE D'ACHAT DE MOTS CLÉS (DU 1 ^{ER} NOVEMBRE AU 13 DÉCEMBRE 2021)	DIFFUSION 100 % EN LIGNE	4 883,56 \$
MÉDIAS SOCIAUX (FACEBOOK ET LINKEDIN) DOSSIERS TOUCHÉS : <ul style="list-style-type: none">- CAMPAGNE MÉMO, MON ASSISTANT POUR LA FRANCISATION (DU 24 MARS AU 2 MAI 2021 ET DU 31 JANVIER AU 11 MARS 2022)- CONCOURS DE CRÉATIVITÉ LEXICALE 2022- CONCOURS DU TOPONYME COUP DE FOUDRE DU PUBLIC 2022- CAMPAGNE PARTAGE TON FRANÇAIS- MÉRITES FRANCO PUB 2022	DIFFUSION 100 % EN LIGNE	1 271,82 \$

G.46 TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2021-2022 POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.

AUCUN.

G.47 AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION:

- A) FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2021-2022;**
 - B) NOMBRE D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME QUI ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉ EN RÉGION EN 2021-2022 EN PRÉCISANT LA RÉGION D'ORIGINE ET LA RÉGION DE DESTINATION;**
 - C) NOMBRE D'EMPLOIS TRANSFÉRÉS EN RÉGION DEPUIS LE 1^{ER} OCTOBRE 2018.**
-

LA SOUS-QUESTION A) SEMBLE NON PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.
LA RÉPONSE AUX SOUS-QUESTIONS B) ET C) SERA DONNÉE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

G.48 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LE CADRE DU RAPPORT FINAL DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LES DROITS DES ENFANTS ET LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

G.49 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS EN 2021-2022.

LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS EN 2021-2022, S'IL EN EST, EST PRÉSENTÉE À LA RÉPONSE À LA QUESTION G.6.

EN CE QUI CONCERNE LES ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS, NOUS VOUS INFORMONS QUE, SUIVANT LE DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 29 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (RLRQ, c. A-2.1), NOUS NOUS DEVONS DE REFUSER DE CONFIRMER L'EXISTENCE OU DE DONNER COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION AURAIT POUR EFFET DE RÉDUIRE L'EFFICACITÉ D'UN PROGRAMME, D'UN PLAN D'ACTION OU D'UN DISPOSITIF DE SÉCURITÉ DESTINÉ À LA PROTECTION D'UN BIEN OU D'UNE PERSONNE.

G.50 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2021-2022 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION À L'OCCUPATION ET À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2022.

L'INFORMATION CONCERNANT LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION À L'OCCUPATION ET À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2022 SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2021-2022 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ASSUJETTIS À LA LOI POUR ASSURER L'OCCUPATION ET LE VITALITÉ DES TERRITOIRES.

- G.51 AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :**
- A. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;**
 - B. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAANT TOUJOURS AU 31 MARS 2021;**
 - C. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**G.52 SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2021-2022 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS
POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.**

L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE A REMBOURSÉ AUX EMPLOYÉS 27 188 \$ POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR
LE TÉLÉTRAVAIL.

G.53 NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT ÉTÉ ABSENT DU TRAVAIL POUR CAUSE DE QUARANTAINE LIÉE À LA COVID-19 OU EN RETRAIT PRÉVENTIF LIÉ À LA COVID-19 AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 AINSI QUE L'ESTIMATION DES COÛTS EN DÉCOULANT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.54** **CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 :**
- A.** **LES SOMMES DÉPENSÉES;**
 - B.** **LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE);**
 - C.** **LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.**
-

- A. AU 28 FÉVRIER 2022, LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES POUR DES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE S'ÉLÈVE À 11 488 \$.
- C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE S'ÉLÈVENT À 11 488 \$.

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA/](https://seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

- G.55** **CONCERNANT L'ENTRETIEN MÉNAGER ET LA DÉSINFECTION DES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR :**
- A.** **LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES;**
 - B.** **LE NOM DES FOURNISSEURS RETENUS;**
 - C.** **LA LISTE DES CONTRATS.**

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	FOURNISSEUR	SOMMES DÉPENSÉES
QUÉBEC - 750, BOULEVARD CHAREST EST	ÉDIFICE 750 CHAREST INC.	10 761 \$

G.56 COÛT TOTAL DE MISE EN PLACE DE MESURES DÉCOULANT DES VISITES DE LA CNESST DANS LES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME AINSI QU'UNE LISTE DES RECOMMANDATIONS EFFECTUÉES.

AUCUN.

- G.57** **LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2021-2022 ET QUI ONT FAIT L’OBJET DE D’UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L’ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :**
- A. LE NOMBRE D’AUTORISATIONS;**
 - B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L’OBJET DE CET OCTROI;**
 - C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L’OBJET DE CET OCTROI;**
 - D. LE MONTANT ACCORDÉ;**
 - E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.**
-

AUCUN.

G.58 NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES EN 2021-2022 :

- A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;**
- B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);**
- C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;**
- D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;**

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2021-2022** DES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

G.59 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ D’OFFICIALISATION LINGUISTIQUE	<p>LE COMITÉ D’OFFICIALISATION LINGUISTIQUE EST INSTITUÉ AU SEIN DE L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. IL SOUMET AUX MEMBRES DE L’OFFICE, À LA DEMANDE DE CELUI-CI OU DE SA PROPRE INITIATIVE, DES SUGGESTIONS ET DES AVIS. IL EST COMPOSÉ DE CINQ MEMBRES ET IL EST PRÉSIDÉ PAR UNE OU UN MEMBRE DE L’OFFICE.</p> <p>L’OFFICE PEUT, SUR PROPOSITION DU COMITÉ D’OFFICIALISATION LINGUISTIQUE, RECOMMANDER OU NORMALISER DES TERMES OU EXPRESSIONS. IL EN ASSURE LA DIFFUSION, NOTAMMENT EN LES PUBLIANT À LA <i>GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC</i> (ART. 116.1 DE LA <i>CHARTÉ</i>).</p>	CHANTAL GAGNON, MEMBRE DE L’OFFICE ET PRÉSIDENTE DU COMITÉ FRÉDÉRICK GAGNÉ MARYSE GAGNON OUELLET NATHALIE BONSANT SERGE D’AMICO	
COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION LINGUISTIQUE	<p>LE COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION LINGUISTIQUE EST INSTITUÉ AU SEIN DE L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. IL SOUMET À L’OFFICE, À SA DEMANDE OU DE SA PROPRE INITIATIVE, DES PROPOSITIONS ET DES AVIS. IL EST COMPOSÉ DE CINQ MEMBRES ET IL EST PRÉSIDÉ PAR UN MEMBRE DE L’OFFICE.</p> <p>L’OFFICE SURVEILLE L’ÉVOLUTION DE LA SITUATION LINGUISTIQUE AU QUÉBEC ET EN FAIT RAPPORT AU MOINS TOUS LES CINQ ANS AU MINISTRE, NOTAMMENT EN CE QUI A TRAIT À L’USAGE ET AU STATUT DE LA LANGUE FRANÇAISE AINSI QU’AUX COMPORTEMENTS ET ATTITUDES DES DIFFÉRENTS GROUPES LINGUISTIQUES (ART. 160 DE LA <i>CHARTÉ</i>). IL REÇOIT À CET ÉGARD LES PROPOSITIONS ET LES AVIS DU COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION LINGUISTIQUE.</p>	ALAIN BÉLANGER, MEMBRE DE L’OFFICE ET PRÉSIDENT DU COMITÉ DAVY BIGOT LISE BLANCHETTE ÉRIC KAVANAGH STÉPHANE MOULIN	MM. DAVY BIGOT ET ALAIN BÉLANGER, SOUS FORME DE JETONS DE PRÉSENCE (3 FOIS 100 \$ CHACUN)
COMITÉ DES EXAMENS	LE COMITÉ DES EXAMENS EST FORMÉ EN VERTU DU <i>RÈGLEMENT SUR LA DÉLIVRANCE D’ATTESTATIONS DE CONNAISSANCE DE LA LANGUE OFFICIELLE</i> EN VUE DE L’ADMISSION AUX ORDRES PROFESSIONNELS. IL EST CHARGÉ D’ÉVALUER LA CONNAISSANCE DE LA LANGUE OFFICIELLE APPROPRIÉE À L’EXERCICE D’UNE PROFESSION OU D’UNE CATÉGORIE DE PROFESSIONS EN ÉTABLISSANT UN EXAMEN QUI MESURE LA COMPRÉHENSION DU FRANÇAIS ORAL, LA COMPRÉHENSION DU FRANÇAIS ÉCRIT, L’EXPRESSION ORALE EN FRANÇAIS ET L’EXPRESSION ÉCRITE EN FRANÇAIS.	MARC BEAUDOIN MARIELLE COULOMBE MARTINE TREMBLAY	

CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 165.13 DE LA *CHARTÉ*, LES MEMBRES DES COMITÉS INSTITUÉS AU SEIN DE L’OFFICE NE SONT PAS RÉMUNÉRÉS, SAUF DANS LES CAS, AUX CONDITIONS ET DANS LA MESURE QUE PEUT DÉTERMINER LE GOUVERNEMENT. ILS ONT TOUTEFOIS DROIT AU REMBOURSEMENT DES FRAIS RAISONNABLES QU’ILS ONT ENGAGÉS DANS L’EXERCICE DE LEURS FONCTIONS, AUX CONDITIONS ET DANS LA MESURE QUE DÉTERMINE LE GOUVERNEMENT.

G.60 **VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016.**

- A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;**
- B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;**
- C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.**

STAGIAIRE	RÉMUNÉRATION
6	44 217 \$

G.61 INDiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de COVID-19, pour 2021 et 2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

G.62 INDiquer LES DÉPENSES ENCOURUES EN VUE DE L'IMPLANTATION DU NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION DÉCOULANT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

G.63 INDiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE NE PERÇOIT AUCUNE AMENDE EN VERTU DE L'APPLICATION DE LA *CHARTe DE LA LANGUE FRANÇAISE*.